

# Niches fiscales

## Objectifs des dérogations fiscales

Elles permettent de minimiser l'impôt du contribuable qui - s'il maîtrise bien la fiscalité - peut en les invoquant ne pas payer d'impôt ou beaucoup moins que le montant de ses revenus ne le justifierait dans le cadre du régime général.

Les niches fiscales sont appelées dépenses fiscales dans le vocabulaire juridique des finances publiques, car elles correspondent à une perte de revenu qui doit être compensée dans le budget de la nation.

Elles peuvent être la résultante d'une action volontaire (dans le but d'encourager un comportement particulier, par exemple l'investissement locatif) ou issues du statut du contribuable lorsque le législateur a prévu d'avantager une catégorie socio-professionnelle particulière. Ainsi distingue-t-on les niches fiscales dites "verticales" des niches fiscales dites "horizontales".

Les niches fiscales verticales ou niches "actives":  
ce sont des niches dans lesquelles le contribuable adopte pour en bénéficier une démarche d'investisseur. Il doit prospecter le marché, décider d'investir et de bénéficier du dispositif fiscal dérogatoire de la dépense fiscale correspondante. Pour ce faire, il peut être amené à créer un montage juridique particulier permettant de réaliser l'opération envisagée. La niche fiscale représente alors la contre-partie assurée par l'État du risque pris par le contribuable dans son investissement. Le type même de niches verticales est par exemple, en France, les niches d'investissement industriel ou locatif dans les DOM-TOM.

Les niches horizontales ou niches "passives" , elles ne nécessitent pas de la part du bénéficiaire une démarche particulière visant à bénéficier de la dépense fiscale désirée. Au contraire, la niche horizontale satisfait toutes les personnes dont la situation objective ouvre droit à ce dispositif (exemple en France, la PPE ou prime pour l'emploi). D'une façon générale ces niches horizontales, correspondent à une "fiscalisation" des dépenses budgétaires, c'est-à-dire qu'elles s'apparentent à de véritables dépenses du budget, sans pour autant se traduire en comptabilité publique par un accroissement mécanique des dépenses donc du déficit, puisqu'il s'agit simplement d'une minoration d'impôt et non de l'émission d'une dépense budgétaire supplémentaire (subvention).

Les niches fiscales sont en général plutôt critiquées par la frange de la population qui ne peut en bénéficier et défendues par les bénéficiaires de celles-ci. Elles reflètent cependant la volonté politique du législateur, de favoriser telle ou telle catégorie ou tel ou tel comportement.

Toutefois, l'objectif affiché de la plupart des niches créées par la loi est d'agir sur certains investissements en modifiant leur rentabilité économique, après impôt, afin de les rendre plus attractifs. Elles sont en général plus favorables aux grandes entreprises et contribuables aisés (du fait de la progressivité de l'impôt). La prime pour l'emploi est l'exception, elle bénéficie à 8,7 millions de salariés modestes en 2008.

#### Différence entre *niche fiscale* et *imposition différée*

Il convient de bien différencier niche fiscale et imposition différée. La déductibilité des cotisations retraites accordée par de nombreux pays résulte en fait d'un décalage de l'imposition de ces sommes. En effet, la doctrine fiscale généralement admise dans la plupart des pays veut que les revenus ne puissent être taxés deux fois par le même impôt (*non bis in idem*). Par conséquent, les cotisations de retraites ne sont pas imposées au moment de leur paiement par le contribuable, pour pouvoir taxer la rente de la retraite des années plus tard.

#### Différence entre *niche fiscale* et *avoir fiscal*

Un avoir fiscal est une quantité d'impôt liée à un revenu. L'avoir fiscal représente donc un impôt déjà payé qui est déduit de l'impôt sur le revenu ou les bénéfices afin d'éviter une double imposition. Il ne s'agit donc pas d'une réduction d'impôt, mais d'un mécanisme visant à éviter la double imposition d'un revenu.

#### Principales niches fiscales en France

Le nombre de niches fiscales est passé d'environ 418 en 2003, à 509 niches fiscales en 2011, représentant un manque à gagner supplémentaire (pour l'État) de 50 à 73 milliards d'euros. Il existe environ 200 dispositifs dérogatoires au seul impôt sur le revenu (IR), pour un coût total de 39 milliards d'euros en 2008. Si cette estimation est exacte, la suppression des niches ferait passer l'apport de l'IR aux finances publiques d'entre 45 et 50 milliards d'euros à environ entre 85 à 90 milliards, sans affecter les autres ressources de l'état, et les prélèvements obligatoires y afférents augmenteraient de plus de 2 points de PIB.

Si le nombre de niches fiscales est élevé ; une quinzaine de niches coûtaient en 2010 la moitié du total, dont :

- > la TVA réduite pour des travaux de particuliers, créée en 2003 par Francis Mer, coûte 5 milliards d'euros ;
- > le crédit d'impôt à la recherche, qui finance les entreprises pour leur dépenses de développement coûte 4 milliards d'euros ;
- > la prime pour l'emploi créée en 2001 par Lionel Jospin, coûte 3,2 milliards et touche 8,7 millions de Français ;
- > la niche permettant depuis 2006 aux détenteurs d'assurance-vie et de certains produits financiers de voir leur imposition réduite, créée en 2006 par Jean-François Copé et concernant les hauts-revenus, estimée à un coût de 22 milliards en trois ans (2007-2009).;
- > la TVA à 5,5 % dans la restauration, créée par Nicolas Sarkozy en juillet

2009, a coûté 3 milliards d'euros en 2010 ;

- > l'emploi d'un salarié à domicile (deux catégories suivant le statut des bénéficiaires actifs ou non), coûte au total 2,9 milliards ;
- > les investissements dans l'immobilier locatif (lois Robien et Besson) coûtent plus de 80 millions d'euros ;
- > la défiscalisation partielle des investissements productifs dans les DOM-TOM, qui coûte 550 millions d'euros par an (pour 9 870 contribuables en bénéficiant !!)
- > l'abattement spécial sur les plus-values lors de la cession d'un cheval de course coûte 2 millions d'euros en 2010 ;
- > les taux particuliers à la Corse, 180 millions d'euros ;
- > le taux réduit de taxe intérieure du fioul domestique, carburant diesel des agriculteurs, 1,1 milliard d'euros ;
- > l'allègement Fillon, réduction des cotisations sociales patronales pour chaque salarié payé moins de 1,6 fois le SMIC ;

### Principales niches offertes aux entreprises

Une première mesure a été la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés de 50 % à 34,6 % aujourd'hui, soit une perte de 20 milliards d'euros en 2010 pour les finances publiques, suivi de l'ouverture de nouvelles niches fiscales, dont les principales :

Objectif	Niche pour l'entreprise (non exhaustif)	Coût (Manque à gagner pour les finances publiques)
Encouragement à l'auto-entrepreneuriat	Régime de l'auto-entrepreneur	276 M€ (millions d'euros)
Création/reprise d'entreprises	Aide aux chômeurs créateurs et repreneurs d'une entreprise (ACCRE)	169 M€
Accompagnement des entreprises	Mesures dérogatoires d'accompagnement des entreprises <sup>14</sup>	102 M€
Favoriser la cession des entreprises	Exonérations de plus-values de cession professionnelle <sup>15</sup>	1,115 à 1,550 MM€ (milliards d'€)
Développement des PME	Taux réduit d'IS pour les PME	2,1 MM€
Capitalisation des PME	Dispositifs dérogatoires incitant à la capitalisation des PME <sup>16</sup>	3,01 MM€
Encouragement à la participation	Exonération des plus-values à long terme sur la cession des titres de participation	6 MM€ (2009)

Développement entreprises	des	Régime de l'intégration fiscale	19,5 MM€ (2008)
Développement entreprises	des	Régime des sociétés mère-filles	34,9 MM€ (2009)
Développement multinationales	des	Régime du bénéfice mondial consolidé	302 M€
Développement entreprises	des	Heures supplémentaires	4,5 M€17
Développement de la restauration	de la	TVA réduite sur la restauration	3,5 M€18
Développement entreprises	des	Niches sociales ; exonérations de cotisations sociales	42 M€ en 2009

Ces niches permettant aux entreprises de déroger aux prélèvements obligatoires. Elles représentent depuis les années 2000 une part indirecte (et fortement croissante au point de devenir majeure) du financement public soutenant les entreprises puisque - à titre d'exemple - en 2006, ce sont 5,290 MM€ qui n'ont pas été payés par les entreprises...

Ces niches s'ajoutent aux environ 65 milliards d'€ du total des aides publiques directes aux entreprises (financées par l'État à 90 % et par les collectivités pour 10 %) attribuées via «au moins 6 000 dispositifs d'aides, dont 22 aides européennes, 730 aides nationales et, par exemple, 650 pour l'ensemble des collectivités de la seule région Ile-de-France»...

Le passage du bouclier fiscal à 50 % des revenus déclarés a également profité à de nombreux chefs d'entreprises ou actionnaires, avec Selon la cour des comptes une perte de 0,7 milliards d'euros. De plus la baisse de l'impôt sur le revenu due à la diminution du nombre de tranches (passé de 13 avant 1986 à 5 aujourd'hui), et au passage de la tranche supérieure de 65 % (avant 1986) à 41 % aujourd'hui qui a privé les finances publiques de 15 milliards d'euros en 2009.

#### Niches liées à la fiscalité incitative

Certains investissements, sous certaines conditions dictées par la loi, permettent des amortissements dérogatoires, et donc une réduction de l'assiette d'imposition comme par exemple :

Loi Girardin sur l'investissement dans les DOM-TOM.

Loi Besson sur l'investissement locatif,

Investissement en PEA,

Investissement dans le cinéma : Sofica

Isolation de la résidence principale.

Plafonnement des impôts pour les grandes fortunes par l'Impôt de solidarité sur la fortune, le bouclier fiscal incitant à rester sur le territoire.

Certaines localités permettent d'obtenir une réduction du taux d'imposition :

Zone urbaine sensible (ZUS) Ex-Zones franches urbaines (ZFU) (exonérations d'impôts sur les bénéficiaires, de cotisations sociales et patronales jusqu'à

9 ans).

Quatre niches ne sont pas plafonnées et peuvent permettre de s'exonérer totalement du paiement de l'impôt 12:

Investissements productifs et locatifs dans les DOM-TOM

Dispositif Malraux sur les immeubles classés

Entretien des monuments historiques

Loueurs professionnels de meublés.

### Niches liées à la profession

Certaines professions bénéficient d'abattements forfaitaires permettant de payer moins d'impôts par la réduction de l'assiette d'imposition. Il s'agit par exemple du cas des journalistes ou des fabricants de pipes, même si, dans ce cas, l'appellation de "niche" est sujette à controverse... Vous connaissez l'histoire fiscale des pipières de St Claude ? C'est un certain Edgar Faure, dans les années 50 qui leur a octroyé un abattement spécifique et supplémentaire à l'impôt sur les revenus..... Il était élu du Jura...